

Accord-cadre

Migration du progiciel de gestion budgétaire et comptable Oracle E-Business Suite et des bases de données Oracle

PALAIS DU LUXEMBOURG ET DÉPENDANCES

DCE

Acte d'engagement

Juillet 2026



Marché public de services

Acheteur public :

Sénat

Direction des Systèmes d'Information

8 rue Garancière

75291 Paris Cedex 06

Accord-cadre passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L. 2123-1-1°, R. 2123-1-1° et R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique.

Pouvoir adjudicateur :

État - Sénat, représenté par le Conseil de Questure

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 à R. 2191-62 du code de la commande publique :

Monsieur le Trésorier du Sénat

15, rue de Vaugirard

75291 PARIS Cedex 06

Ordonnateur :

Madame la Questeure déléguée ou Monsieur le Questeur délégué

Comptable assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier du Sénat

15, rue de Vaugirard

75291 PARIS Cedex 06

ARTICLE 1. - Objet du marché

Le présent marché a pour objet :

- la réalisation d'une migration technique de l'application Oracle E-Business Suite, actuellement exploitée en version 12.2.10 vers une version cible 12.2.15 ou supérieure certifiée par l'éditeur, et des bases de données Oracle associées, depuis la version Oracle Database 12 vers une version cible Oracle Database 23 ou supérieure certifiée par l'éditeur, vers les nouveaux serveurs physiques mis à disposition par le Sénat ;
- ainsi que l'installation de la couche applicative Enterprise Command Center et de la plateforme Oracle APEX.

Une description complète des prestations attendues figure au CCTP.

ARTICLE 2. - Titulaire du marché

Je soussigné(e), M. Mme (nom, prénoms et qualités)

.....

☐ **Agissant pour mon propre compte**

☐ **Agissant au nom et pour le compte de la société :**

Au capital de :

Ayant son siège social à : (adresse complète)

.....

Immatriculé(e) à l'INSEE

- Numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

- Code d'activité économique principale (APE) :

- Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés¹ :

- Références d'inscription à un ordre professionnel :

☐ **Agissant pour le compte de la personne publique candidate :**

.....

¹ Remplacer, s'il y a lieu, « registre du commerce et des sociétés » par « répertoire des métiers ».

Ou, s'il s'agit d'un groupement,

☐ Agissant en tant que mandataire habilité par l'ensemble de ses membres ayant signé la lettre de candidature, en date du

Du groupement ☐ solidaire

☐ conjoint avec un mandataire solidaire

Composé de :

Membre n° 1 :

Au capital de :

Ayant son siège social à : (adresse complète)

.....

Immatriculé(e) à l'INSEE

- Numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

- Code d'activité économique principale (APE) :

- Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés¹ :

- Références d'inscription à un ordre professionnel :

Membre n° 2 :

Au capital de :

Ayant son siège social à : (adresse complète)

Immatriculé(e) à l'INSEE

- Numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

- Code d'activité économique principale (APE) :

- Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés¹ :

- Références d'inscription à un ordre professionnel :

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et des documents qui y sont mentionnés,

M'ENGAGE sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées aux conditions ci-après définies. L'offre ainsi présentée me

¹ Remplacer, s'il y a lieu, « registre du commerce et des sociétés » par « répertoire des métiers ».

lie pendant un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par la lettre de consultation.

ARTICLE 3. - Sous-traitance

- ☐ Pour l'exécution du marché, je n'envisage pas de recourir à un ou plusieurs sous-traitants.
- ☐ Pour l'exécution du marché, j'envisage de recourir à la sous-traitance pour les prestations suivantes :

.....
.....
.....

Les demandes de sous-traitance annexées au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement par le Sénat, le nom de ces sous-traitants, leurs qualifications et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque document constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Chaque document constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du présent marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Je joins, en annexe 1, une liste récapitulative des demandes de sous-traitance et les montants des prestations que j'envisage de sous-traiter.

ARTICLE 4. - Durée

Le marché s'exécute dès sa notification, qui devrait intervenir, à titre prévisionnel, en octobre 2026.

Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle de quinze mois, dont environ six à huit mois dédiés à la réalisation des prestations énumérées à l'article 6 du CCTP, la période restante étant principalement dévolue à l'assistance technique complémentaire post-migration. Il prend fin à l'issue de l'admission définitive des prestations et de l'exécution de l'ensemble des obligations contractuelles.

ARTICLE 5. - Prix

Les prix sont libellés en euros.

Le marché est rémunéré à prix mixtes, composés de prestations à prix global et forfaitaire, de prestations à prix global et forfaitaire annuel et de prestations à prix unitaires sur bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans minimum. Pour les bons de commande, cet accord-cadre est assorti, pour toute sa durée d'exécution, reconductions incluses, d'un montant maximum contractuel de 20 000 € HT, en application du 2° de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique.

Les modalités de règlement et les modalités de passation des bons de commande et de paiement sont décrites respectivement au 5.1. et à l'article 6 du CCAP.

5.1. Prestations à prix global et forfaitaire

Le prix forfaitaire mentionné au présent 5.1 (dont la décomposition indicative est précisée au I du cadre de réponse financier figurant en annexe du présent acte d'engagement) rémunère la réalisation de l'ensemble des prestations décrites à l'article 6 du CCTP.

Cela inclut l'ensemble des prestations, interventions, acquisitions, livraisons et installations de matériels ou logiciels réalisées par le titulaire, entre la notification d'attribution du marché et la notification de la décision prise par le Sénat au terme de la phase de vérification de service régulier. Si la prestation du titulaire implique de sa part l'acquisition d'extensions ou de licences éventuelles, il inclut le coût de ces acquisitions dans le prix forfaitaire du présent 5.1. À cette fin, il chiffre ce coût sur l'hypothèse d'une acquisition sur la durée totale du marché.

Prix global et forfaitaire hors taxe :

Prix global et forfaitaire toutes taxes comprises :

Soit en toutes lettres (en euros TTC) :

5.2. Prestations sur commande à prix unitaires

Sont concernées par ce mode de tarification les prestations décrites à l'article 7 du CCTP.

Les prestations à bons de commande prévues au présent marché sont rémunérées par référence au bordereau de prix unitaires (BPU), inscrit au II du cadre de réponse financier figurant en annexe du présent acte d'engagement.

ARTICLE 6. - Paiement

Le Sénat se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte :

Ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer (**joindre un RIB précisant les codes IBAN et BIC**)

Établissement :

Adresse :

Numéro du compte :

Code BIC :

Code IBAN :

Le cas échéant, en cas de groupement conjoint (donnant lieu à un paiement séparé des membres du groupement) :

Ouvert au nom de :

Désignation du compte à créditer (**joindre un RIB précisant les codes IBAN et BIC**)

Établissement :

Adresse :

Numéro du compte :

Code BIC :

Code IBAN :

Préciser la répartition des paiements entre les membres du groupement conjoint :

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

ARTICLE 7. - Avance

Le titulaire indique s'il souhaite ou non bénéficier de l'avance relative au forfait indiqué au 5.1 du présent acte d'engagement, telle que prévue au 6.2 du CCAP.

☐ Pour l'exécution du marché, je ne souhaite pas bénéficier de l'avance prévue à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique.

☐ Pour l'exécution du marché, je souhaite bénéficier de l'avance prévue à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique.

ARTICLE 8. - Dossier de consultation

La signature de l'acte d'engagement vaut approbation sans réserve des pièces composant le dossier de consultation.

Partie à compléter obligatoirement par le candidat pour la présentation de son offre :

Fait en un seul original.

À

Signature et cachet du contractant

Le

Partie réservée au Sénat :

Acte d'engagement, complété le cas échéant par¹

.....

Présenté par la Directrice des Systèmes d'information

Date d'attribution par le Conseil de Questure :

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Pour le Conseil de Questure,
Mme la Questeure déléguée
ou M. le Questeur délégué,

Date de signature :

¹ Le cas échéant, énumérer et joindre en annexe les documents complétant l'offre.

ANNEXE 1

Sous-traitance

Le candidat remplira le formulaire DC4.

Le formulaire DC4 peut être téléchargé à l'adresse suivante :

<http://www.marchespublicspme.com/dc4.html>

ANNEXE 2

Cadre de réponse financier

(à annexer par le candidat à l'acte d'engagement)